

N-VA et candidats-réfugiés :

Hypocrisie et extrémisme

Laurent D'Altoe ■ Novembre 2015

Les mauvaises langues prétendent qu'avec un secrétaire d'Etat chargé de l'Asile et des Migrations issu de la N-VA, il ne fallait pas s'attendre à autre chose. N'empêche, le culot avec lequel les nationalistes flamands, avec leurs partenaires fédéraux, s'attaquent aux droits des réfugiés a de quoi inquiéter.

« La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité », disait Albert Camus. Partant de ce postulat humaniste, la Belgique paraît avoir du souci à se faire quand on se penche sur la manière dont le gouvernement actuel envisage l'accueil des candidats-réfuégiés.

Cette coalition (très) à droite a décidé de brider par tous les moyens possibles le droit des personnes arrivant dans notre pays afin d'y demander l'asile. Pourtant, la Belgique fait partie des 148 signataires de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ; un texte qui rappelle notamment qui sont les personnes pouvant prétendre à une protection : « Une personne qui, par suite d'événements survenus avant le premier janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. » (Convention de Genève du 28 juillet 1951).

Si l'on s'en tient à cette définition, bon nombre de personnes fuyant le conflit syrien ou l'instabilité d'Etats tels que l'Afghanistan ou l'Irak pourraient parfaitement remplir ces conditions. Au grand dam de la N-VA, qui cherche à affaiblir le texte, tout en insinuant la peur dans les populations.

! Tous terroristes !

Dans une récente interview, Théo Francken, Secrétaire d'Etat à l'Asile et aux Migrations (N-VA), résumait ainsi ses priorités par rapport à l'asile : « Il y a trois éléments sur lesquels nous pouvons agir, et qui me préoccupent. Un, n'y a-t-il pas trop de gens ? Deux, est-ce que cela ne coûte pas trop ? Trois, n'est-ce pas un problème pour la sécurité, n'y a-t-il pas, parmi les réfugiés, des combattants de l'État islamique, des terroristes ? Ce sont mes trois préoccupations principales. »¹

Ces considérations pleines de compassion traduisent bien la tactique :

- insinuer que l'accueil des réfugiés coûte (trop) cher ;
- faire un lien non vérifié entre terrorisme et arrivants récents ;
- insinuer que ces arrivées vont provoquer le chaos.

Mais le chaos, c'est comme l'opinion, cela se travaille ! Le même Théo Francken affirme : « Nous enregistrons 4.000 à 5.000 demandeurs d'asile par mois, c'est irréal »². Dans la foulée, il affirme ne pas pouvoir traiter plus de 250 demandes par jour. Conséquence : des files et des demandeurs d'asile qui campent là où ils peuvent... Cherchez l'erreur ! Et les carnages opérés par l'Etat islamique dans les rues de Paris dans la nuit du 13 au 14 novembre (voir plus bas) risquent bien d'alimenter encore ce type de raisonnement.

¹ Théo Francken s'interroge: « N'y a-t-il pas, parmi les réfugiés, des terroristes ? » in Le Soir, 19/09/2015.

² In Le Soir, le 03/09/2015

Autre mesure récente : la suppression des avantages fiscaux pour certains demandeurs d'asile serait intégrée dans une loi d'ici la fin 2015. Il s'agit en fait de la suppression d'un crédit d'impôt dont peuvent bénéficier les demandeurs d'asile, même lorsqu'ils n'effectuent aucune prestation.

Enfin, cerise sur le gâteau, l'inévitable secrétaire d'Etat à l'Asile et aux Migrations s'est fendu d'un courrier, début octobre, dans lequel il invitait les Irakiens demandeurs d'asile et originaires de la région de Bagdad à rentrer chez eux car la situation s'y serait « améliorée ».

Améliorée ?

-21 morts dans une série d'attentats frappant des quartiers chiites en juillet 2015 ;

-au moins 62 morts et 125 blessés dans l'explosion d'un camion piégé, le 13 août à Sadr City (Bagdad) ;

-au moins 24 morts et 61 blessés dans un attentat dans un quartier chiite de la capitale, le 03 octobre dernier.

De vraies vacances, vraiment...

On peut aussi s'interroger sur les vrais motifs de la proposition visant à établir un statut temporaire de cinq ans pour le réfugié reconnu. Au terme de cette période, la situation du pays d'origine des personnes concernée serait réévaluée. Considèrera-t-on des pays comme l'Afghanistan ou la Somalie comme « sûrs » ? On peut le craindre.

L'ombre du chef

A côté des mesures fédérales citées plus haut (car rappelons-le, la N-VA n'est pas seule au gouvernail), certains leaders du parti nationaliste flamand rajoutent leur touche personnelle.

Liesbeth Homans, ministre régionale flamande de l'Intégration citoyenne affirmait récemment que les réfugiés possédant une maison dans leur pays d'origine ne devraient pas avoir droit à un logement social en Flandre. Une règle qui vaut sans doute pour le citoyen lambda mais reconnaissons quand même qu'il existe une différence fondamentale entre le fait de posséder un logement à Knokke et une maison en ruine sur la ligne de front d'Alep...

Bart de Wever, véritable éminence grise de l'actuel gouvernement fédéral, y est également allé de son petit commentaire : « *Le président de la N-VA Bart De Wever a adressé une lettre ouverte aux partis de centre-droit en Belgique et en Europe pour exiger une réaction forte face à l'afflux de demandeurs d'asile actuellement constaté sur le continent, rapportent les titres Sudpresse et Het Laatste Nieuws. Theo Francken se demande lui dans De Morgen, si la Belgique ne doit pas réitérer ses appels vers les migrants potentiels à ne pas effectuer le voyage.*

La missive du président de la formation nationaliste s'adresse à tous les partis conservateurs, libéraux et démocrate-chrétiens de l'Union européenne. Avec celle-ci, il cherche des soutiens pour décider de mesures drastiques destinées à mettre un terme à l'arrivée des migrants. « Nous

pourrions envisager (...) un système de quotas fermés de demandeurs d'asile », explique-t-il en anglais, faisant prévaloir l'offre sur la demande. »³

Poussant l'argumentation encore plus loin, il va jusqu'à affirmer : « *Si (les missions de sauvetage, nldr) elles restent directement liées à un accès aux pays de l'Union européenne, les missions de sauvetage motiveront d'autant plus ces personnes à risquer leur vie pour atteindre leur but.* » Il fallait oser...

On pensait avoir atteint les limites de l'indécence mais Jan Jambon (encore un NV-A), ministre de l'Intérieur et de la Sécurité a proposé que les demandeurs d'asile inscrits dans un centre d'accueil portent un « badge d'identification ». Pas d'obligation de le porter, mais c'est vivement recommandé. Voilà qui rappelle de bien mauvais souvenirs en forme d'étoile...

| Paris et la peur

Les attentats perpétrés par des terroristes liés à l'Etat islamique (Daesh), le 13 novembre à Paris (au moins 130 morts et des centaines de blessés) ne vont évidemment pas arranger la vision « dangereuse » que certains peuvent avoir des candidats-réfugiés, de Syrie et d'ailleurs. Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne rappelait à ce sujet : « *Ceux qui ont perpétré les attentats sont exactement ceux que les réfugiés fuient, et non pas l'inverse, et par conséquent il n'y a pas lieu de revoir dans leur ensemble les politiques européennes en matière de réfugiés* »⁴.

La menace terroriste ne semble malheureusement pas prête de s'éteindre en Europe et dans le monde. Mais si l'angoisse et le repli sur soi l'emportent, alors, les terroristes auront gagné. Ces derniers visent sans doute moins une victoire militaire en Syrie et en Irak qu'une déstabilisation de nos modèles de société qui se fondent encore, quoi qu'en pensent certains, sur le « vivre ensemble ». Et ce modèle risque bien de se déliter au fur et à mesure que les valeurs démocratiques s'effritent sous les balles.

³ « De Wever met en cause les missions de sauvetage de migrants en Méditerranée », in Le Soir, 07/11/2015.

⁴ « Attentats: Juncker défend la politique européenne sur les réfugiés "dans son ensemble" », in La Libre Belgique, 15/11/2015.